

Syndicat SIT
16, rue des Chaudronniers
cp 3287
1211 Genève 3

SAJEC
Fédération des Entreprises
Romandes
98, rue de Saint Jean
CP 5278
1211 Genève 11

Genève, le 23 juillet 2020

**Nothing, Nada, Rien !
Lettre ouverte des employé-e-s de l'Hôtel Le Richemond au propriétaire,
Monsieur Ananda Krishnan**

Monsieur Ananda Krishnan,

Actionnaire principal de l'hôtel Le Richemond à Genève, votre fortune personnelle est estimée par Forbes à 5,3 milliards de dollars, 3^e fortune de votre pays, la Malaisie. Vous êtes sur le point de ne donner *nothing, nada, rien* à vos employé-e-s qui subissent un licenciement collectif décidé par vous-même.

L'hôtel Le Richemond a, par le passé, traversé plusieurs crises : 1989, 1991 et pour finir 2004, mais sans jamais oublier son personnel. Aujourd'hui, Monsieur Krishnan, si vous persistez, vous seriez le premier à nous oublier.

3 minutes et 25 secondes, c'est le temps accordé par Monsieur le Président Eric Favre le 8 juillet 2020 au personnel pour officialiser le licenciement collectif et la fermeture de l'hôtel le 31 août 2020. La Direction a exprimé un refus catégorique et total d'entrer en matière sur le plan social proposé par les salarié-e-s en partenariat avec le SIT, qui comprenait :

- un engagement de réembauche ou des indemnités de départ pour le personnel;
- un plan retraite pour les employé-e-s de plus de 57 ans;
- un fonds de formation pour les plus jeunes.

Une première base de discussion pour un plan social évalué à 0,09% de votre fortune telle qu'estimée par Forbes. L'équivalent d'un café, pour chacun-e d'entre nous. Et pourtant, aucune négociation n'est possible. N'aurons-nous même pas le verre d'eau? Se contenter de respecter le Code des obligations comme s'en défend Monsieur Eric Favre, c'est avoir, en réalité, un non respect immense du personnel en ne donnant que le strict minimum que la loi impose.

« *Je dors sur mes deux oreilles* », ce sont les propos tenus par Monsieur André Cheminade, directeur général de l'hôtel Le Richemond, lors d'une réunion en présence de Monsieur Mauro Poggia, Conseiller d'Etat en charge de l'emploi, du syndicat des travailleurs SIT, de trois délégués du personnel et de l'ensemble des représentant-e-s de la direction de l'hôtel. Comment ose-t-il tenir ces propos alors que vous procédez à un licenciement de 130 salarié-e-s sans plan social en pleine crise économique ?

Monsieur Krishnan, au vu des éléments susmentionnés, nous n'avons pas les bons interlocuteurs pour un dialogue constructif et humain. Imposez-vous l'exigence que vous nous imposez depuis des années ! Fin connaisseur du tissu hôtelier genevois, vous possédez les deux établissements les plus prestigieux de la place: Le Richemond et le Four seasons Hôtel des Bergues. La crise économique déclenchée par l'épidémie de Covid-19 va laisser sur le carreau des centaines d'employé-e-s du secteur du tourisme. Votre responsabilité est importante. Elle marquera l'histoire de Genève et celle de vos hôtels. Tous les acteurs politiques et économiques genevois sont convaincus qu'au-delà de l'obligation légale de conclure un plan social, il existe un devoir éthique de le faire.

Est-ce que le Richemond va réellement devenir synonyme de précarité, d'absence de responsabilité sociale des entreprises? Nous pensons que nous pourrions vous convaincre du contraire. Nous vous connaissons à l'écoute de votre personnel. Ce personnel qui vous permet, jour après jour, de construire votre succès économique, votre prospérité personnelle. Bien que Monsieur Favre nous refuse systématiquement la possibilité d'échanger avec vous, nous sommes persuadé-e-s que vous serez à l'écoute et nous vous demandons personnellement un rencontre en direct ou par visioconférence à votre convenance.

Nous terminerons cette lettre par une citation du président de la société Le Richemond SA :

« *La vie continue, il y a pire* » (Eric Favre, le 8 juillet 2020)

Démontrez-nous que c'est le cas.

Pour les employé-e-s du
Richemond, réuni-e-s en
Assemblée générale



Marlene CARVALHOSA
BARBOSA
secrétaire syndicale

Copie à:

- Monsieur Mauro Poggia, Conseiller d'Etat
- La presse
- Fédération des entreprises romandes Genève